

**MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER**
en charge des Technologies vertes et des Négociations sur le climat

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉNERGIE

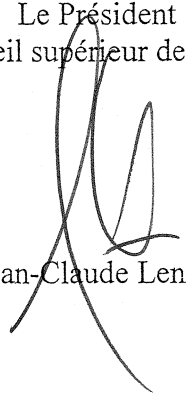
A V I S

Le Conseil supérieur de l'énergie, saisi par le Ministre d'État, Ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat, du projet de schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux pour le bassin de la Guadeloupe, n'ayant pu valablement se prononcer en sa séance du 13 octobre 2009 faute d'avoir atteint le quorum réglementairement fixé et régulièrement saisi du même projet sous huitaine;

mentionne les éléments circonstanciés en pièce jointe et donne un **AVIS FAVORABLE SOUS RESERVE DE LA PRISE EN COMPTE DE SES REMARQUES** à ce projet en sa séance du 20 octobre 2009.

Le Président
du Conseil supérieur de l'énergie

Jean-Claude Lenoir



Le Conseil supérieur de l'Énergie souhaite, préalablement à l'étude de chaque projet de SDAGE présenté, faire état de constats à portée générale.

Le Conseil souligne la difficulté à appréhender la globalité des sujets compte tenu des différents éléments du SDAGE. Le projet de SDAGE, son additif, les documents d'accompagnement, le programme de mesures, le rapport d'évaluation environnemental constituent un schéma complexe, dont certains détails peuvent pourtant être lourds de conséquences.

Rappelle que toute notion nouvelle, sans définition et valeur juridique, ne saurait être opposable aux décisions administratives. Ainsi, des notions comme « milieux aquatiques remarquables », « cours d'eau remarquables », « taux d'étagement », ne sont pas retenues par la Loi sur l'Eau et des Milieux Aquatiques (LEMA) comme critère de classement des cours d'eau.

Souligne que, d'ores et déjà, certaines orientations des SDAGE et des classements préconisés d'ici 2014 incluant la nouvelle notion de « réservoir biologique » peuvent entraîner une situation de blocage si un équilibre entre les enjeux socio-économiques, énergétiques et environnementaux n'est pas trouvé.

Invite par conséquent les instances de bassin à un débat équilibré entre toutes les parties prenantes et rappelle son attachement à ce que ce soit l'autorité administrative qui propose et arrête les classements des cours d'eau parmi les cours d'eau proposés comme remplissant les critères exigés, conformément à la LEMA et en adéquation avec les usages.

Rappelle qu'il ne saurait y avoir ni de droit ni de fait de moratoire au titre des ouvrages nouveaux, dans l'attente des futurs classements.

S'inquiète du manque des approches coût/efficacité pour les masses d'eau considérées, qui auraient permis de hiérarchiser les priorités et de maîtriser les flux financiers et demande que l'État veille à affiner les programmes de mesures tout au long de leur mise en œuvre afin de permettre d'en évaluer la pertinence par rapport à l'atteinte des objectifs. Cette évaluation du rapport coût/efficacité écologique ou du rapport coût/bénéfice doit aussi intégrer les impacts économiques sur les usages.

Souligne que la présence de personnel qualifié sur les ouvrages hydroélectriques existants est un facteur important de sécurité des bassins hydrologiques, de connaissance et d'entretien de leur biodiversité.

Attire l'attention sur les éventuelles difficultés liées à l'identification des maîtres d'ouvrages, aux délais d'instruction et de mise en œuvre des mesures.

Regrette que les échéances d'élaboration des SDAGE ne soient pas en phase avec la dynamique de développement des énergies renouvelables et invite l'État à trouver les solutions juridiques permettant d'éviter que tout nouveau projet d'intérêt général ne soit reporté à l'issue de la période d'application du SDAGE.

Souhaite la publication du décret prévoyant que la liste des projets d'intérêt général puisse être actualisée pendant la période d'application du SDAGE afin d'éviter que tout nouveau projet, ayant un éventuel impact sur les milieux aquatiques de toutes natures, soit reporté à l'horizon 2016.

En ce qui concerne plus spécifiquement le projet du bassin de la Guadeloupe:

A titre liminaire, le Conseil Supérieur de l'Énergie rappelle l'objectif de 50% d'énergies renouvelables dans la consommation finale de la Guadeloupe et précise que la production hydroélectrique représente à ce jour 1,3% du mix énergétique de l'île.

Si le projet de SDAGE Guadeloupe prend en compte de manière exhaustive les enjeux de la protection des milieux aquatiques il devrait mentionner plus explicitement les engagements de la France relatifs au développement des énergies renouvelables et de lutte contre les gaz à effet de serre découlant des accords de Kyoto et de la directive 2001/77/CE relative à la promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergies renouvelables, inscrits dans la loi 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique.

De plus, le Conseil Supérieur de l'Énergie rappelle les termes de la programmation pluriannuelle des investissements pour la période 2009-2020 qui indique, en matière de développement de l'énergie d'origine hydraulique, que des projets identifiés portent sur une puissance de 7 MW pour une mise en service progressive estimée avant 2015. Il précise également que l'hydroélectricité est une énergie renouvelable particulièrement stable et viable sur le plan économique.

Le Conseil Supérieur de l'Énergie remarque l'absence dans le projet de SDAGE de toute prise en compte de dégradation pouvant résulter d'une activité de développement humain durable au sens de la directive cadre sur l'eau alors même que les prescriptions tendant à la réduction des effets négatifs de projets sur les masses d'eau auraient été maximum.

Dès lors, le Conseil Supérieur de l'Énergie demande à ce que cette notion soit intégrée dans le projet de SDAGE et notamment au sein des dispositions n°70 tendant au décloisonnement des cours d'eau et 74 tendant à empêcher toute nouvelle dégradation des cours d'eau.

Le Conseil Supérieur de l'Énergie est très réservé sur les conclusions du projet de SDAGE relatives à l'hydroélectricité et demande notamment la suppression dans la notice d'incidence du SDAGE sur l'environnement des mots « *quoiqu'il en soit, l'hydroélectricité n'est pas un atout majeur pour le développement énergétique du bassin de Guadeloupe.* » Le Conseil considère en effet qu'une part non négligeable du potentiel de développement en fil de l'eau est mobilisable. Le Conseil Supérieur de l'Énergie s'interroge notamment sur le recours à un usage multiple des ouvrages d'adduction d'eau dont les pertes sont conséquentes et nécessitent des travaux de modernisation afin d'aboutir à une optimisation de ces équipements par la recherche d'une valorisation de l'énergie disponible.

Le Conseil Supérieur de l'Énergie souligne en effet les coûts énergétiques directs et indirects que représentent des pertes importantes d'eau par les réseaux de distribution et demande d'examiner les réductions de ces pertes afin de réduire ces coûts, de limiter d'autant les prélèvements dans le milieu naturel et faciliter une gestion équilibrée de l'eau entre les divers usages. Il suggère également d'examiner les possibilités de développement de la pico-hydroélectricité par équipement des conduites de transfert gravitaires.

Bien que le SDAGE ne comporte pas de disposition spécifique visant les ouvrages hydroélectriques, les dispositions n° 8 relative aux débits de référence, n°69 relative aux diagnostics des ouvrages hydrauliques, n°70 relative au décloisonnement des cours d'eau et n°73 sur la préservation des bords de cours d'eau, peuvent avoir un effet significatif tant sur le développement que sur le maintien de l'hydroélectricité en Guadeloupe.

Le Conseil Supérieur de l'Énergie demande à ce que la disposition n° 69 soit rédigée de telle sorte qu'elle ne contienne plus de dispositions qui relèvent du pouvoir réglementaire. Ainsi, le SDAGE par sa disposition n° 69 ne peut imposer aux exploitants (maîtres d'ouvrage des ouvrages hydrauliques connus) la réalisation de diagnostics sous un délai de trois ans, le SDAGE n'étant pas opposable aux tiers.

Le Conseil Supérieur de l'Énergie souhaite également une révision de la disposition 73 qui dispose que les bandes rivulaires de 10 mètres de large sont « *non constructibles et interdites de remblaiement ou d'affouillement [et] sont inscrites dans le cadre de la révision*

des documents d'urbanisme ». Cette disposition générale qui tend à l'interdiction de fait de toute intervention sur ces zones sans restriction géographique supprime toute possibilité de valorisation des cours d'eau ainsi que l'usage au titre d'un intérêt public supérieur, y compris lorsque toutes les mesures pratiques ont été prises pour atténuer l'incidence négative sur l'état de la masse d'eau.

En conclusion, certaines dispositions du SDAGE Guadeloupe sont de nature à limiter significativement voire à annihiler le potentiel de développement de l'énergie hydroélectrique du bassin.